

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 105 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2753

Éditorial

Brevets sur les vaccins : à bas la propriété capitaliste !

Une agression antiouvrière

Page 4

Climat : une loi qui échauffe les esprits

Page 7

CHU : Fermeture du service Urologie : une décision scandaleuse et dangereuse

Page 8

Régionales : une liste "Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs"

Page 12

Inde

Misère sociale doublée d'une crise épidémique, bilan lamentable de la gestion de la société par la bourgeoisie

Page 12

Il ne suffira pas de taxer les capitalistes, il faudra les exproprier !



Brevets sur les vaccins : à bas la propriété capitaliste !

En se disant favorable à la levée du monopole sur les brevets des vaccins anti-Covid, de façon à pouvoir élargir leur production, Joe Biden a créé la surprise. Jusqu'à présent, l'administration américaine avait écarté cette possibilité, tout comme les dirigeants européens. Dans un récent vote au Parlement européen, les députés de LREM, de droite et du RN s'y étaient formellement opposés. Et voilà que le président américain prend tout le monde à contre-pied !

Macron, qui avait abandonné l'idée de transformer les vaccins en « biens communs », se trouve doublé sur sa gauche, du moins en paroles. Cela a réjoui Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel du PCF, et Anne Hidalgo, qui ont chaleureusement applaudi l'annonce de Biden.

L'Humanité a même écrit que Biden est prêt à « limiter l'empire et les profits des très puissants monopoles pharmaceutiques américains pour privilégier la santé et la vie sur toute la planète ». Heureusement que le ridicule ne tue pas !

Biden est le président de la première puissance impérialiste du monde, cela en fait le représentant des intérêts de la classe capitaliste par excellence. Ce n'est certainement pas « la santé et la vie sur la planète » qui le préoccupe, ce sont les affaires de la bourgeoisie ! Si Biden avait voulu se porter au secours de l'Inde qui est plongée dans une situation dramatique avec 4000 morts recensés chaque jour, et bien plus en réalité, il n'aurait pas refusé toute exportation de vaccins et de matières premières, comme il le fait depuis qu'il est arrivé au pouvoir.

L'annonce de la Maison-Blanche est tout sauf désintéressée. Son problème, qui est celui de tous les dirigeants de la planète, est de créer les conditions d'une reprise des affaires et des échanges internationaux. C'est impossible tant que la pandémie fait rage dans les autres pays et que l'on reste sous la menace de variants. C'est pourquoi les dirigeants de la planète cherchent le moyen de vacciner la population mondiale.

À côté de cela, plus d'un million et demi de femmes et d'hommes continueront de mourir chaque année de tuberculose, maladie que l'on sait pourtant guérir. Des centaines de milliers d'autres mourront de malnutrition, des conséquences des guerres engendrées par l'ordre social capitaliste, par le pillage et l'exploitation, défendus par les grands de ce monde.

Ni Biden, ni aucun chef d'État, ne mettra le couteau sous la gorge des multinationales pharmaceutiques. S'il y a effectivement une levée exceptionnelle de ces brevets, elle sera dûment négociée et indemnisée. C'est dire que la vaccination mondiale n'est pas pour demain !

En attendant, chaque semaine et chaque mois de retard pris dans la vaccination font des dizaines de milliers de morts supplémentaires de par le monde. Alors, que les dirigeants de gauche en soient à se féliciter de l'annonce de Biden, montre qu'ils sont tombés bien bas !

Les laboratoires ont déjà fait plus que leur beurre. Pfizer va, par exemple, réaliser plus de 26 milliards de dollars dans la vente de vaccins en 2021 avec une rentabilité qui fait rêver tous les capitalistes. Il envisage même d'augmenter le prix de son vaccin !

Les labos engrangent ces super profits parce qu'ils ont, au travers des brevets, privatisé le fruit du labeur collectif et des investissements publics. Ils se sont approprié les découvertes des chercheurs et du travail des salariés.

C'est ainsi que s'est établi et consolidé le monopole des groupes capitalistes sur tous les grands moyens de production, des grands groupes automobiles aux géants de la banque en passant par les chaînes de distribution.

L'appropriation des vaccins jette une lumière crue sur ce qu'est le capitalisme : un système où une minorité d'actionnaires détient un pouvoir dictatorial sur nous tous. Il s'agit du fonctionnement habituel de la société.

La minorité capitaliste détient le pouvoir d'embaucher ou de licencier, le pouvoir d'ouvrir ou de fermer une usine, d'organiser le travail, les horaires, les cadences. C'est aussi un immense pouvoir sur la vie des travailleurs et de l'humanité, et c'est parfois un pouvoir de vie ou de mort.

Les politiciens qui s'arrêtent devant la propriété privée capitaliste et le pouvoir qu'elle confère à une poignée de parasites ne représentent pas les intérêts des travailleurs et de la population.

Rien ne justifie que les travailleurs s'inclinent devant la domination de cette classe bourgeoise. Il faut qu'ils se sentent légitimes à la contester, et qu'ils réalisent qu'ils ont la force collective de la renverser car ce sont eux qui font tout fonctionner.

Loi Sécurité globale : la chasse aux pauvres

La loi Sécurité globale, définitivement votée le 15 avril, a suscité une nouvelle saisie du Conseil constitutionnel par plusieurs dizaines d'associations du droit au logement, de défense des droits de l'homme, de soutien aux immigrés et de syndicats.

En effet, un article criminalise davantage ceux qui occupent des espaces ou des locaux sans titre de propriété. Ajouté juste avant le vote final, sur la base d'amendements proposés par des sénateurs Les Républicains, l'article 1 bis précise maintenant qu'il s'agit de sanctionner davantage l'occupation de terrains ou

de locaux professionnels, commerciaux, industriels ou agricoles. La police municipale pourra intervenir, retenir les occupants, en attendant de les livrer, eux et les organisateurs, à la police ou à la gendarmerie nationales. Les peines sont triplées, passant d'un à trois ans de prison et de 15 000 à 45 000 euros d'amende, et la liste des espaces visés est considérablement élargie.

Cet arsenal répressif supplémentaire pourra aussi bien servir contre les occupations d'usine par des grévistes, ou celles de ZAD par des protestataires, que contre des locataires

expulsés, devenus SDF et réfugiés dans des usines désaffectées, des bureaux vides ou sur des terrains en friche.

Avec l'augmentation des licenciements déjà programmés, le nombre de chômeurs incapables de payer leur loyer va s'accroître. De très nombreuses familles n'ont déjà pas de logement correct. Au lieu de réquisitionner les immeubles vides pour loger les plus démunis, au lieu de construire des logements, le gouvernement s'apprête à réprimer davantage ceux que le patronat aura jetés à la rue.

Armée : dressée pour mater les peuples

Jeudi 29 avril, le quotidien *Aujourd'hui en France* a publié une interview du général Lecointre, le chef d'état-major des armées. Il donnait la réponse officielle de l'armée française à la tribune-pétition d'une poignée de généraux en retraite qui agitent le spectre d'une intervention de l'armée pour « redresser la France ».

« *L'armée est républicaine, elle n'est pas politisée, combat tous les jours pour son pays* », a déclaré le chef des armées, annonçant des sanctions. Les dirigeants de gauche, qui réclamaient que l'armée rappelle sa fidélité à la république, pourront sans doute aussi dormir sur leurs deux oreilles. Toute l'opération relève de la supercherie car le très républicain général Lecointre et les généraux d'extrême droite pétitionnaires partagent, au minimum, un point commun : ils distillent le même mensonge d'une armée qui serait du côté du peuple.

Quant aux sanctions, si elles sont appliquées, elles seront dérisoires, les retraités pourraient perdre leur carte d'identité militaire sans perdre leur

pension ni leur grade. Les autres risquent des avertissements, voire des jours de prison.

L'armée française est formée, dressée, pour intervenir contre la population, en particulier le corps des officiers. Il suffit de se pencher sur l'histoire de ces 150 dernières années pour le vérifier.

La véritable nature de l'armée se vérifie ces dernières décennies lors des « opérations extérieures », comme cela a été le cas en particulier en Afrique. L'armée française fait apparaître au Mali, en Centrafrique,

etc. comme une « bande d'hommes en armes » dressée contre les peuples, ou prête à appuyer d'autres bandes armées ne reculant devant aucun massacre. Le général Lecointre était capitaine au Rwanda en 1994, lors de l'opération Turquoise. Il fera peut-être semblant de punir les officiers qui se sont exprimés dans une tribune d'extrême droite mais, si la défense de l'ordre bourgeois l'exigeait, il n'hésiterait pas plus que ses généraux pétitionnaires à faire donner la troupe.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 15 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 15 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 16 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 21 MAI de 8H30 à 10H00**

Une agression antiouvrière

À la fin de la manifestation du 1er mai à Paris, plusieurs dizaines de manifestants se sont attaqués au cortège de la CGT, avec jets de pavés sur les camionnettes, insultes racistes et homophobes. Des militants de la CGT ont été tabassés. Vingt-et-un d'entre eux ont été blessés, dont quatre ont dû être hospitalisés.



Huffington Post

Des heurts entre casseurs et militants syndicaux se sont également produits lors de la manifestation du 1er mai à Lyon où, aux militants CGT de chez Deliveroo qui les interpellèrent sur les risques que leurs actions faisaient prendre à des livreurs sans papiers, les casseurs ont répondu qu'ils n'en avaient rien à faire. Quelles que soient les motivations et idées de ceux qui ont perpétré

l'agression contre la CGT, qu'ils se réclament des black-blocs, des gilets jaunes ou autres, celle-ci est odieuse.

La CGT s'est vu reprocher de collaborer avec la police. Le slogan « CGT collabo » a été tagué sur une camionnette du syndicat, accusé de n'être pas intervenu pour défendre les manifestants qui s'affrontaient avec les CRS le long du cortège et même de « balancer » des gilets jaunes.

Il y a bien des choses à reprocher à la politique des dirigeants syndicaux de la CGT, et d'autres syndicats, à laquelle d'ailleurs nombre de leurs militants n'adhèrent pas forcément : leur réformisme, leur abandon d'une politique de classe offensive. Une opposition venant du camp des travailleurs, de ceux qui pensent que l'ennemi est la classe capitaliste et les bandes armées qui défendent ses intérêts, CRS, police, armée, est légitime. Mais ce n'est pas ce type d'opposition que ces agresseurs de la CGT expriment. Ils se réfugient derrière une pseudo radicalité selon laquelle manifester ne servirait à rien. Il faudrait « passer à l'action » en se livrant à des attaques contre la police ou à des bris de vitrines de banques ou des commerces de luxe. Ceux qui ne se retrouveraient pas dans ces ac-

tions ne mériteraient que d'être considérés comme des ennemis, voire des « collabos ».

Parmi ces manifestants qui ont exprimé leurs « critiques » vis-à-vis de la CGT à coups de barres de fer, il a pu se trouver des militants d'extrême droite, ceux-ci cherchant à se renforcer au travers de telles actions contre tout ce qui s'apparente au mouvement ouvrier organisé. Mais, même si cela n'était pas le cas, ceux qui ont participé à cette agression, qu'ils en aient conscience ou pas, se sont placés du même côté de la barrière que ceux, politiciens, partis d'extrême droite, qu'anime une haine farouche du monde ouvrier. Ils se sont aussi placés du même côté que ces commentateurs, invités régulièrement dans les médias, qui ne ratent aucune occasion pour dénigrer les grèves, les manifestations et les syndicats, et dont la propagande renforce les courants les plus réactionnaires prêts à passer à l'action.

Les militants de Lutte ouvrière qui étaient eux aussi présents dans les manifestations du 1er mai se sentent entièrement solidaires des militants de la CGT agressés.

Épidémie : la population rendue responsable

En France, la levée progressive des mesures de confinement est annoncée alors que le nombre de cas a à peine commencé à se stabiliser. En réalité, l'épidémie est loin d'être jugulée. Le nombre de malades hospitalisés et de personnes en soins intensifs correspond aujourd'hui à peu de chose près au pic de la seconde vague : près de 29 000 hospitalisations, contre 33 000 le 17 novembre, et environ 5000 personnes en soins intensifs.

Pour faire patienter la population, les autorités ont donc remplacé les objectifs chiffrés de nombre de cas par quelque chose de plus positif, qui rappelle davantage le calendrier de

l'Avent : chaque semaine, on aura (peut-être) le droit d'ouvrir quelque chose (là où c'est possible). Il s'agit de présenter comme un retour à la normale le maintien dans une situation dramatique, quitte à attribuer ensuite la responsabilité de la prolongation de l'épidémie aux comportements individuels.

À l'hôpital, l'épuisement qui s'ajoute à la surcharge de travail rend néanmoins la situation des soignants encore pire que l'an dernier. Les choses ne risquent pas d'aller en s'arrangeant, puisque le gouvernement se refuse à la moindre promesse qui pourrait remédier à la situation dans les hôpitaux, dénoncée depuis des

années par les travailleurs de la santé et révélée au grand jour par l'épidémie.

Pour le reste des salariés, les mesures d'assouplissement du droit du travail ont été prolongées et le patronat s'efforce de les contraindre à poser des jours de congé, pour limiter au minimum les vacances dont ils pourraient disposer une fois la crise sanitaire passée.

S'il y a quelque chose qui n'a été ni confiné ni réduit ces derniers mois, c'est bien le cynisme du gouvernement et l'avidité de la classe patronale.

Crise sanitaire, crise économique : une société de plus en plus malade

La CCIR a réalisé une enquête sur l'impact des mesures de restrictions liées au Covid sur les entreprises réunionnaises.

D'après son président, Ibrahim Patel, la majeure partie des 595 des entreprises sondées serait en « état de détresse absolue ».

Selon son enquête, 26% des entreprises envisagent de fermer, dont 55% avant la fin de ce trimestre. 42% des entreprises ne sont plus en mesure de payer leurs salariés.

Ce sont encore les travailleurs qui vont payer le prix fort par la perte de

leur emploi.

La plupart connaissent déjà des baisses de revenus, car mis en chômage partiel depuis le début de la crise sanitaire, notamment dans l'hôtellerie et la restauration. S'il sont licenciés, ce sera le chômage tout court. Et avec la réforme de l'Assurance chômage à partir du 1er juillet, ce sont des centaines de travailleurs à La Réunion qui vont devoir survivre avec des allocations diminuées de 200, voire 300 euros !

Patel qui plaide pour son camp, considère que cette catastrophe est

due à la crise sanitaire et au manque d'accompagnement des entreprises par le gouvernement.

Mais cette crise-là n'est que révélateur de la crise de l'économie capitaliste plus profonde.

Qu'est-ce donc cette économie qui ne sait pas résister à une épidémie ?

Si les capitalistes et le gouvernement à leur service sont incapables de gérer leurs crises et la société, qu'ils laissent la place aux travailleurs qui font tout fonctionner dans la société !

La lutte, seul vaccin contre le virus capitaliste !

Le travail sur les bateaux fait partie des métiers les plus exposés aux contaminations de toutes sortes. L'émergence d'une épidémie mortelle comme celle du Coronavirus n'a cependant pas amené les patrons des compagnies maritimes à prendre les mesures indispensables à la protection des marins et autres personnels travaillant à bord des différentes embarcations. Deux marins réunionnais

travaillant pour la Sapmer au large des Seychelles sont ainsi récemment décédés des suites de leur contamination à la Covid 19.

Malgré cela, l'État ne fait rien, lui aussi, pour protéger ces travailleurs particulièrement exposés. Aucune campagne systématique de vaccination des marins n'a été organisée à ce jour par le gouvernement.

La bourgeoisie et son État font

ainsi la démonstration de leur incapacité et de leur incompétence à préserver la santé des travailleurs. Comme pour le reste, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leurs actions pour se protéger de tous les dangers qui les menacent, à commencer par celui de l'exploitation patronale !

Chômage : le tour de passe-passe

La publication des chiffres du chômage pour le début de l'année 2021 a été l'occasion pour le gouvernement de vanter sa politique. La ministre du Travail, Élisabeth Borne, a osé déclarer fièrement : « *le chômage a augmenté de 8 % l'année dernière, de plus de 25 % lors de la crise de 2008* ».

Le gouvernement s'appuie sur des chiffres qui prouveraient une baisse de 14 000 chômeurs de catégorie A, sans aucune activité, entre janvier et mars, sur 3,56 millions de chômeurs pour la France métropolitaine. Sans même parler de cette baisse dérisoire, tous les chômeurs savent bien que sortir des comptes de Pôle emploi n'a souvent rien à voir avec un retour au travail : il

suffit de faire un stage, ou de rater un rendez-vous et d'être radié. Mais en réalité, en 2020, le nombre de chômeurs a augmenté de 4,5 %. Officiellement, fin 2020, il y en avait plus de six millions, toutes catégories confondues.

Et encore, ces chiffres officiels ne tiennent pas compte d'une hausse bien plus importante : celle du chômage partiel. Entre février et mars, 100 000 travailleurs de plus se sont retrouvés dans cette catégorie, qui compte dorénavant 2,6 millions de salariés du privé. En mars, 197 millions d'heures ont été prises en charge au titre du chômage partiel, soit une indemnisation de 2 milliards d'euros, contre 1,7 milliard en janvier, et 1,6 en février. Et le

gouvernement annonce une prolongation des aides presque chaque mois, maintenant ainsi l'économie dans un coma artificiel, dont il espère sortir le plus doucement possible, tout en sachant qu'en réalité le chômage risque alors d'exploser.

En attendant, les embauches vitales dans la santé, dans l'éducation et dans bien d'autres secteurs restent au point mort, et on aboutit à cette aberration qu'est l'inactivité forcée d'un côté, et l'épuisement au travail de l'autre. Face à cette catastrophe, les travailleurs, eux, ont tout intérêt à exiger des embauches massives, partout où il y a besoin.

L'emploi dans tous ses mauvais états

Selon une dernière étude de Pôle Emploi, la reprise économique serait à nos portes à La Réunion puisque à ses dires « 35 140 projets de recrutement y sont identifiés ».

En fait d'emplois, il s'agit pour une bonne partie d'emplois précaires et mal payés dans l'entretien des espaces verts, de l'aide à la personne ou du nettoyage des locaux.

Autant ces tâches sont indispensables au maintien d'un cadre de vie agréable, de l'hygiène et de la bonne santé des populations fragiles, autant elles sont mal payées à ceux et celles qui les exécutent.

La plupart de ces emplois sont, de plus, des emplois précaires, souvent à temps partiel, ne permettant pas à leurs destinataires d'en vivre décem-

ment. Ce sont des emplois aidés, comme les Parcours Emplois Compétences (PEC) financés par l'État (entre 30 et 60 %) dont la durée est limitée à un an et dont le législateur prétend qu'ils ont été créés pour permettre « une insertion durable sur le marché du travail ».

Cette politique est en fait une énième opération de camouflage du chômage qui permet au patronat des secteurs marchands et non marchands des DOM de bénéficier du travail quasiment gratuit de milliers de travailleurs, puis de les rejeter au chômage après usage sans avoir de compte à rendre à personne, à commencer aux travailleurs concernés !

Pas étonnant dans ces conditions que les chômeurs ne se précipitent pas sur ces contrats bidon.

À travail durable devraient correspondre des emplois durables, à temps plein et avec des salaires permettant de vivre. L'argent ne manque pas. Il faudra imposer qu'au lieu de l'utiliser à subventionner les patrons, l'État l'utilise à embaucher directement ces travailleurs.



Une réforme scandaleuse

Les conséquences de la réforme du mode de calcul des allocations-chômage, que le gouvernement veut appliquer dès le 1er juillet prochain, s'annoncent dramatiques pour une large fraction des travailleurs.

La principale attaque consiste à prendre comme référence pour le calcul des indemnités le salaire effectivement touché sur les vingt-quatre derniers mois. Jusqu'à présent en effet, c'est le salaire reconstitué des douze derniers mois qui sert de référence, c'est-à-dire, contrairement au nouveau calcul, en neutralisant les périodes non travaillées pour absence, congé maladie, maternité ou chômage.

L'Unédic, l'organisme qui gère le paiement des indemnités, avait déjà calculé que la réforme ferait baisser

les revenus de 38 % des chômeurs. Mais la nouvelle étude de cas de l'Unédic, demandée par la CGT, ajoute encore au scandale de la baisse généralisée pour une grande partie des chômeurs.

Suivant leur situation, les conséquences seront encore plus dramatiques pour certains travailleurs. Selon l'étude de cas, pour des salariés à durée de travail et à salaire égaux, les inégalités de traitement pourraient représenter dans certains cas un écart de 1 à 47. La raison principale en est le fractionnement de l'emploi pendant la période servant à calculer les indemnités. Ainsi, deux salariés percevant le même salaire, pour les mêmes emplois, et connaissant une période d'inactivité égale à un mois tous les deux, ne toucheront

pas la même indemnité suivant qu'ils auront travaillé un mois plein, du 1er au 31, ou à cheval sur deux mois (du 15 au 15 par exemple) !

Cette réforme appauvrira donc certains travailleurs plus que d'autres. Mais elle menace toute la classe ouvrière. En poussant des travailleurs privés d'emploi vers la misère, en précarisant de plus en plus la vie des chômeurs, le gouvernement accroît la pression sur toute la classe ouvrière, permettant au patronat de tenter d'imposer des conditions d'exploitation plus dures.

Le Maire et la dette : “quoi qu’il en coûte” aux travailleurs

Le 1er mai le ministre des Finances, Bruno Le Maire, a livré ses calculs économiques et ses prévisions budgétaires. Ainsi l’État aurait dépensé 168 milliards d’euros en 2020 pour maintenir à flot l’économie française, suivant les directives de Macron qui avait promis que cela serait fait, « quoi qu’il en coûte ».

Sans même discuter ce chiffre, on ne peut que constater que cette manne a été très inégalement répartie. À la fin de l’année 2020, les grandes fortunes avaient augmenté de quelques dizaines de milliards, alors que le monde du travail avait perdu des centaines de milliers d’emplois et un nombre incalculable de petits bou-

lots, précaires ou saisonniers, déclarés ou non. Le salaire des travailleurs mis en chômage partiel a été amputé, de nombreuses primes et des jours de congé ont été supprimés, etc. Le quoi qu’il en coûte aura donc en fait coûté cher aux travailleurs salariés ainsi qu’à nombre de petits et surtout de très petits patrons, contraints d’interrompre ou de limiter leurs activités.

Le Maire a ensuite exposé ses idées sur la façon de rembourser ces 168 milliards et ceux qui seront encore dépensés, quel que soit le montant réel. Il a en particulier préconisé la poursuite des « réformes », l’Assurance-chômage, qui prévoit de diminuer les allocations de centaines de

milliers de sans-emploi et dont le principe a été voté par les députés, celle des retraites, avec l’allongement de la durée de cotisation, la diminution des pensions, le calcul par points.

Quant à la meilleure gouvernance des finances publiques qu’il promet, on sait ce que cela recouvre en fermeture d’hôpitaux, d’écoles à fermer, d’emplois utiles à supprimer dans les services publics.

Avec ou sans pandémie, la dette publique a pour fonction essentielle de transférer le produit du travail social de la classe travailleuse dans les coffres-forts de la classe parasite.

Climat : une loi qui échauffe les esprits

La loi Climat et résilience a été votée en première lecture par l’Assemblée nationale mardi 4 mai. Elle sera examinée au Sénat fin juin. Quand le gouvernement déclare faire entrer l’écologie dans la vie, il faut comprendre que la population paiera, et particulièrement les plus pauvres, sans que pour autant une lutte contre le réchauffement climatique soit véritablement engagée. Car tout est fait pour ne pas gêner les grandes entreprises, voire pour faciliter la bonne marche de leurs affaires.

Les mesures concernant l’automobile illustrent les priorités gouvernementales. Les particuliers continueront à profiter de ristournes pour le remplacement de leur véhicule, mais celles-ci profiteront à ceux qui disposent déjà d’un budget pour s’acheter une voiture neuve, autant de cadeaux aux trusts automobiles.

À l’encontre de tous ceux qui ont des véhicules polluants, le gouvernement veut mettre en place de nouvelles zones dites à faible émission dans les métropoles de plus de 150 000 habitants. Certains véhicules ne pourront pas y circuler, ce qui en exclut toutes les personnes qui ne pourront les remplacer. Ces mesures se résument donc à subventionner les



grandes entreprises d’une main, et de l’autre à pénaliser les travailleurs contraints d’user leur diesel jusqu’à la corde.

Par rapport au logement, le gouvernement veut agir contre les passoires thermiques : 1,8 million d’habitations ne devraient plus pouvoir être louées. Mais il ne prévoit rien ou presque pour que ceux qui y sont logés, rarement par choix, puissent avoir un toit correct.

Il y aura aussi l’obligation de proposer une fois par semaine un repas végétarien dans les cantines sco-

laires, le développement de la vente en vrac, ou encore l’enseignement du développement durable à l’école. Tout cela consiste à vouloir rendre le consommateur responsable de la pollution par ses choix, alors que le développement technique, l’organisation de la vie et de la consommation dépendent des choix des grandes entreprises.

Ce n’est avec des lois qu’on combattra le réchauffement climatique, mais en mettant ces entreprises sous le contrôle de la population.

Marins : les forçats de la mer

200 000 marins travaillent sur les bateaux de pêche, de transport de marchandises ou sur les bateaux de croisière à travers le monde.

Ils sont la plupart du temps exploités pour des salaires de misère, des horaires sans fin et des conditions de logements indignes. Mais l'épidémie mondiale de Covid 19 a encore aggravé leurs conditions de vie et de travail.

Sous prétexte de ne pas créer de clusters à bord des navires, les compagnies maritimes les em-

pêchent de prendre des repos à terre. Ils se retrouvent ainsi contraints à rester à bord bien au-delà des durées légales de séjour à bord des bateaux. Certains y sont restés ainsi pendant deux ans sans pouvoir débarquer, pouvoir se reposer et revoir leurs familles.

Les 16 marins indonésiens travaillant à bord du porte-conteneurs Meratus de passage à La Réunion appartenant à la compagnie Maersk sont dans ce cas. Ils ont réussi à dénoncer leur situation en faisant passer un message

à l'aumônier du port Réunion qui a rendu publique leur situation intolérable. Ils ont ainsi obtenu de pouvoir débarquer d'ici trois semaines après avoir fait un ultime trajet vers Madagascar.

Maersk qui exploite quelques 110 000 salariés dans le monde et a réalisé un bénéfice de 2,4 milliards d'euros en 2020, avait bien sûr les moyens de leur trouver une équipe de remplacement. Mais sa rapacité et les profits de ses actionnaires passent avant tout.

Prendre... ou laisser passer le train du progrès ?

Comme à La Réunion, le transport de personnes et de marchandises se heurte à Mayotte à l'exiguïté du territoire et à l'absence de solution de remplacement au transport par route.

Par délibération en date du 25 février 2021, les élus du Conseil départemental mahorais se sont prononcés pour la construction d'un réseau ferroviaire « *afin de faciliter la mobilité des Mahorais et de réduire les temps de trajets* », partant du principe que « *Comparés aux autres modes de transport, les chemins de fer s'avèrent en général particulièrement adaptés au transport public de masse, en zones urbaines et interur-*

baines ».

Au regard de l'augmentation de la population et du développement des échanges économiques, cela semble tomber sous le sens des élus du plus récent département français.

À La Réunion, département français depuis 1946, cette idée n'a pas encore effleuré la cervelle des élus de droite et du PS qui continuent à faire subir les conséquences dramatiques de leur décision de renoncer à la construction du tram-train préconisé par Paul Vergès.

La conséquence de ce renoncement imbécile, ce sont tous les jours les embouteillages à n'en plus finir

partout dans l'île. C'est l'obligation pour les salariés de se lever de plus en plus tôt pour se rendre à leur travail et le soir l'assurance de perdre encore des heures précieuses pour retourner à leur domicile. Mais de cela les élus de droite et leurs complices du Parti socialiste n'ont cure pourvu que leurs protégés, les patrons des concessionnaires automobiles, les banques et les assurances et l'État puissent continuer à se remplir les poches.

La droite derrière Didier Robert : La pa sé, met enkor !

Pour les prochaines élections au Conseil régional, le président sortant Didier Robert a rallié tous les maires de droite et du centre derrière sa candidature sauf la maire de Saint-Louis pour l'instant.

Le représentant LR à La Réunion, le maire de Saint-Pierre Michel Fontaine mandaté par Paris pour trouver le meilleur candidat de droite a donné le ton en annonçant le soutien de son parti au seul candidat de droite en lice. Il a été suivi par le maire du Tampon André Tien Ah Koon et la

moitié des maires de La Réunion.

Oubliées donc les querelles intestines ; enterrée la hache de guerre entre Robert et son ancien mentor du Tampon, etc.

Ce ralliement signifie que tous souhaitent que la politique pro-capitaliste menée par Robert pendant deux mandats successifs se poursuive.

Robert, jusqu'ici, a consacré une grande partie du budget de la Région en aides directes au patronat ou sous forme de marchés juteux comme ce-

lui de la Nouvelle Route du Littoral.

C'est autant d'argent qui a manqué pour construire ou améliorer les lycées, les hôpitaux ou encore développer les transports en commun pour répondre aux besoins des classes populaires.

Celles-ci n'ont donc rien à espérer de la troisième candidature de Robert.

Rafale pour l'Égypte : un succès du "Tuez français"

La dernière opération commerciale du ministère de la Défense, un nouveau contrat à près de 4 milliards d'euros signé par l'Égypte pour la fourniture par Dassault Aviation de trente Rafale supplémentaires, aura fait au moins trois heureux, le maréchal Sissi, la ministre Parly, qui salue les relations entre France et Égypte, et enfin, Dassault Aviation, qui remplit son carnet de commandes pour trois ans et empoche 3,75 milliards d'euros, ses collègues MBDA et Safran Electronics & Defense obtenant pour leur part une commande à 200 millions.

Déjà à la tête de 24 autres Rafale financés par l'Arabie saoudite, le ré-

gime égyptien pourra cette fois compter sur un prêt sur dix ans de quatre grandes banques, le Crédit agricole, la Société générale, BNP Paribas et le CIC, garanti à 85 % par l'État français. Autrement dit, ce sont en dernier ressort les finances de l'État français qui supporteront ce trou de quelques milliards, avant de le faire payer par de nouvelles dégradations dans les services publics ou le versement des pensions.

Préparée par une visite de Macron au Caire en janvier 2019, la négociation avait connu un léger froid lorsque le président français avait timidement fait allusion au respect des droits de l'homme. Le nuage avait été

chassé par la remise de la grand-croix de la Légion d'honneur à Sissi en décembre 2020. Puis, il y a quelques semaines, une visite officielle du directeur de la DGSE avait scellé les bonnes relations et le rôle que l'impérialisme français attend de l'Égypte de Sissi dans la région.

Dans un tel marché, où les calculs stratégiques des puissances impérialistes s'additionnent aux intérêts des capitalistes de l'armement, ni la vie des populations ni celle des opposants emprisonnés et torturés par Sissi ne pèsent bien lourd.

DANS LES ENTREPRISES

CHU

Fermeture du service Urologie : une décision scandaleuse et dangereuse

Ne parvenant pas à régler les conflits internes au service d'Urologie du CHU, la direction de l'hôpital public de La Réunion a décidé de supprimer purement et simplement ce

service. Sa fermeture définitive est annoncée pour début juin laissant sans solution de rechange quelques 1600 malades.

En effet, les cliniques privées ne

disposent pas des structures suffisantes pour accueillir ce surplus de malades dont la pathologie les oblige à des séjours réguliers dans les services hospitaliers pour leurs soins.

Cette décision obligera de toute façon ces malades à se rendre sur des sites plus éloignés de leurs domiciles alors qu'ils sont déjà affaiblis par leurs problèmes rénaux. Il y a par ailleurs de fortes chances pour que cela se traduise aussi pour eux par des dépenses supplémentaires (prise en charge réduite et frais de transports plus élevés). Cette décision brutale risque d'amener les plus démunis à renoncer ou à espacer leurs soins mettant de ce fait leur santé, voire leur vie en danger. C'est inadmissible.

Que l'administration mette de l'ordre dans ses services et permette à chacun d'accéder aux soins auxquels il peut prétendre !



Manifestation de soignants le 11 mai à St-Denis

NAO, le patronat ne veut pas lâcher ses gros sous

Lors des dernières Négociations Annuelles Obligatoires du secteur du BTP, les patrons, comme d'habitude ont mis en avant la crise et leurs « charges sociales » pour justifier leur refus de compenser intégralement la perte réelle du pouvoir d'achat des salariés.

Après moult rounds de négociations, le syndicat des Petites et Moyennes Entreprises, la Capeb, a concédé trois augmentations pour cette année. La première de 0,8 % au 1er avril, la deuxième au 1er août de 0,5 % et la troisième de 0,2 % au 1er décembre. Au final, les ouvriers du BTP n'auront eu droit sur l'ensemble de l'année 2021 qu'à une augmentation moyenne de 0,825 %. Loin donc de compenser les multiples hausses des prix ayant déjà eu lieu ou à venir. L'envolée actuelle du prix des

légumes ou celles des prix des carburants et de la bouteille de gaz il y a quelques mois en offrent de bons exemples.

Le syndicat des grandes entreprises, la FRBTP, celles qui bénéficient des marchés les plus juteux qui se chiffrent parfois par centaines de millions d'euros, a encore trouvé ces miettes trop généreuses et a refusé d'apposer sa signature sur l'accord passé avec les syndicats de travailleurs. Cela n'est pas sans conséquence pour les travailleurs dont les patrons sont adhérents de la FRBTP, car ces patrons emploient les trois quarts des effectifs du BTP. Il faudra donc que ces salariés attendent la décision de l'État d'étendre l'accord à leur profit pour bénéficier des mêmes augmentations que leurs camarades des petites entreprises. Il

leur faudra à cause de cela attendre six mois supplémentaires pour toucher ce supplément de rémunération.

Le patronat du BTP a bien sûr les moyens d'augmenter beaucoup plus les salaires. Il n'est pas, contrairement à ce qu'il affirme, écrasé par les charges sociales, car tous les gouvernements n'ont cessé de lui accorder des exonérations qui se chiffrent par des diminutions de plusieurs centaines d'euros de cotisation sur chaque salarié, mensuellement.

Alors il ne reste qu'une seule solution aux travailleurs du BTP pour obtenir gain de cause sur les salaires, c'est la grève, une grève générale qui engloberait tous les salariés des petites et grandes entreprises pour remettre les pendules à l'heure. Le patronat ne comprend que le rapport de forces.

DANS LE MONDE

SÉNÉGAL

Colère contre les coupures d'eau

Dans le numéro de mai de leur mensuel Le pouvoir aux travailleurs, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) relatent la mobilisation dans les quartiers pauvres de Dakar contre les coupures d'eau.

Des habitants de Niary Tally et de Bene Tally, quartiers populaires de Dakar, excédés par des coupures d'eau, sont sortis dans la rue pour crier leur colère contre l'État qui est incapable de mettre fin à leur calvaire.

Ce sont les femmes de ces quartiers qui ont été à l'initiative de cette action. Elles ont bloqué des rues en brandissant des bidons et des bassines vides. Elles en ont assez de ne pas avoir accès à l'eau courante alors que

les factures d'eau sont de plus en plus salées. L'eau du robinet est coupée de 6 heures à 22 heures. Il faut veiller très tard dans la nuit ou bien se lever très tôt le matin pour remplir des bassines, sinon il faut se déplacer assez loin de son domicile pour s'approvisionner aux robinets publics, où l'eau est payante. Non seulement il faut faire la queue sous le soleil et en pleine chaleur, puis il faut déboursier la somme de 50 francs (0,076 euro) pour une bassine de 20 litres et ensuite la transporter sur la tête jusqu'à chez soi. Sachant qu'une famille consomme plusieurs bassines d'eau par jour, cela représente beaucoup d'argent et beaucoup de sueur.

Comme par hasard, l'eau est revenue à peu près normalement à la suite de la manifestation, mais deux jours

après elle a été de nouveau coupée... jusqu'au prochain coup de colère !

La question de l'eau, comme celle de l'électricité, se pose depuis des décennies. La pénurie est due à la vétusté des infrastructures existantes mais aussi à l'incapacité du gouvernement d'anticiper sur la demande d'une population de plus en plus nombreuse, surtout dans la capitale et dans les grandes villes. Ce sont surtout les quartiers pauvres qui subissent ces coupures. De nombreuses émeutes ont éclaté il y a quelques années sur cette question, des promesses ont été faites par les autorités publiques, mais on en est toujours au même point. Qui sème le vent récoltera la tempête.

L'exploitation capitaliste et la misère continuent de s'aggraver

Actuellement, à travers cette vaste île dans laquelle existent pourtant de nombreuses richesses naturelles et des potentialités, les patrons licencient à tour de bras. Les droits et les passe-droits dont ils continuent de bénéficier auprès des pouvoirs publics ne leur suffisent pas, ils en veulent toujours davantage.

Dans le passé, ils promettaient l'essor du pays, le développement... à condition que l'État malgache leur laisse les mains libres. Ratsiraka (décédé le 28 mars dernier) a été un de leurs fidèles serviteurs. Sous son régime puis sous ceux de ses successeurs, les patrons ont obtenu des possibilités nouvelles sous forme d'Entreprises Franches devenues plus tard zones industrielles dites franchises. Dans ces lieux, la situation des travailleurs s'est aggravée, le peu de droits dont ceux-ci bénéficiaient auparavant, ne s'applique plus. Il y a encore des syndicats mais ils sont plus ou moins réduits à la clandestinité. Les délégués du personnel n'ont pratiquement aucun droit et sont souvent tenus de faire allégeance aux religieux. Les conditions d'hygiène et de sécurité se sont

elles aussi détériorées.

À travers le pays, certains dirigeants syndicaux ont été promus et sont par conséquent devenus complices de l'aggravation de l'exploitation capitaliste. Le seul droit dont les travailleurs bénéficient c'est celui de se taire... ou de se consoler en faisant des prières. C'est ainsi que les confréries religieuses de toutes sortes foisonnent et font main basse sur de nombreuses institutions qui relèvent pourtant de l'État. C'est le cas dans l'enseignement, c'est aussi le cas dans le domaine de la santé, etc.

Du côté des patrons, face au corona virus, il y a plus de blabla que d'actions concrètes : un certain Akbaraly, PDG du groupe Sipromad a organisé à Ankorondrano (près d'Antananarivo) une réunion le 19 avril, pour vanter les mérites de sa fondation, notamment dans sa prétendue lutte contre l'épidémie de Corona virus. En association avec l'État et ses structures, ce patron qui joue au mécène voudrait « *aider tout Madagascar et sa population* ». Il a parlé devant un parterre de hauts représentants de l'État, dont le mi-

nistre de la Santé et celui des Affaires étrangères, des membres du Corps diplomatique et du patronat. Ils étaient sans doute tous contents de leur journée et ont bien parlé entre gens du même monde. À quoi se sont-ils engagés ? Qu'ont-ils décidé à l'abri du regard de la population ? Eux-seuls le savent.

Un autre patron, celui de la société STAR a annoncé à grands renforts de publicité un don de cent mille bouteilles d'eau au ministère de la Santé pour, paraît-il « rafraîchir le personnel soignant ». Ces sortes de conversations de salon sont bien orchestrées par les médias.

Pendant ce temps, de nombreux soignants sont toujours en attente de leurs salaires impayés depuis le mois de décembre dernier. Les infirmières, les médecins, les sages-femmes ainsi que les divers employés paramédicaux qui se dévouent face à la pandémie, ne peuvent pas se contenter d'espoir ni d'eau fraîche, fut-elle minérale. Un bon coup de balai de la part des travailleurs et de la population pauvre s'impose.

INDE

Misère sociale doublée d'une crise épidémique, bilan lamentable de la gestion de la société par la bourgeoisie

En Inde l'épidémie de Coronavirus flambe comme jamais. Le nombre de personnes contaminées se chiffre à plusieurs centaines de milliers journalièrement. Les morts par milliers. Des morts que l'État indien se révèle incapable d'enterrer dignement et que la population se charge d'incinérer sur des brasiers de fortune.

La décision du gouvernement Modi de prendre à la légère la dangerosité de l'épidémie découle de ses

positions ultra religieuses tournant le dos au progrès scientifique, mais aussi de son mépris socialement congénital des classes laborieuses des villes comme des campagnes, fait que la situation déjà inhumaine réservée par la bourgeoisie indienne aux classes laborieuses a tourné à la catastrophe.

La décision de confiner les dizaines de millions de pauvres chez eux, quand ils disposent d'un toit, ceux qui ne subsistent que grâce aux

travaux non déclarés (« l'économie informelle ») a privés ces derniers de leurs ressources quotidiennes vitales, les condamnant à mourir de faim.

Pour échapper à cette issue funeste, ces millions de travailleurs pauvres, malgré la répression policière, se sont précipités sur les routes, à pied ou en s'entassant dans les transports en commun, notoirement insuffisants, pour quitter les villes et tenter d'échapper à la mort, au risque de disséminer la maladie infectieuse

partout dans le pays, en retournant dans leurs villages d'origine.

Les masses laborieuses indiennes paient cher aujourd'hui le fait d'avoir laissé la direction de la société à la bourgeoisie. Elles ont pourtant montré récemment qu'elles étaient capables de s'opposer avec courage et détermination au pouvoir de cette classe minoritaire qui vit en parasite sur la société indienne. Ainsi fin

2020, début 2021, pendant plusieurs mois des centaines de milliers de petits paysans, soutenus par les masses déshéritées des villes, ont bloqué les accès de New Delhi, la capitale, pour s'opposer à une réforme agraire qui aurait assoupli les règles de vente, de fixation des prix et de stockage des produits, qui protégeaient jusqu'alors les petits et moyens agriculteurs de la concurrence des grands exploitants.

Ce projet de loi a été suspendu.

En finir avec la misère et le sous-développement, cela est possible. Mais seule la classe ouvrière en est capable, en arrachant le pouvoir des mains de la bourgeoisie et en organisant elle-même toute la société de façon à répondre à ses besoins essentiels et à ceux de toutes les classes pauvres.

La misère dans les hôpitaux, mais des milliards pour l'armée

Si les hôpitaux publics indiens se retrouvent dans l'incapacité d'accueillir et de soigner tous les malades atteints du Coronavirus, c'est parce que le gouvernement indien ne consacre que 1 % du Produit Intérieur Brut du pays aux dépenses de santé.

Il est moins avare quand il s'agit des dépenses militaires auxquelles il consacre deux fois et demi plus d'argent.

S'il laisse les hôpitaux dans le plus grand dénuement (nombre insuffisant des établissements de soins, manque de personnels, de lits et de bouteilles d'oxygène), il a décidé de moderniser son armée à hauteur de 130 milliards d'euros pour faire face à celles du Pakistan et de Chine, et, à l'occasion réprimer les classes laborieuses indiennes en colère.

Une de ses dernières coûteuses acquisitions dans ce domaine sont les

36 avions de combat Rafale livrés par la France pour un coût de 7,8 milliards d'euros et produit par le capitaliste français Dassault.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282



Lutte ouvrière présentera une liste "Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs" à La Réunion.

Voter Lutte ouvrière, c'est dénoncer la dictature des capitalistes; c'est affirmer que les travailleurs, qui assurent le fonctionnement quotidien de toute la société, doivent la diriger.

